

## FICHE THÉMATIQUE N°8

# POUR UN CROUS DÉBARASSÉ DU VALIDISME

## UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE STRUCTURELLEMENT VALIDISTE

La société française est structurellement **validiste** : elle **disqualifie, stigmatise et marginalise** les personnes ayant un handicap en **érigeant la validité comme norme**. Ce validisme repose sur une conception juridique et politique profondément **paternaliste** du handicap.



Les lois de 1975, 2002 et 2005 définissent le handicap à partir des **"déficiences" individuelles**, ce qui conduit à des **politiques compensatoires et individualisées**, plutôt qu'à une adaptation structurelle de la société. **Cette vision s'oppose à tout projet d'émancipation : c'est à la société de s'adapter, et non l'inverse.**

Politiquement, le handicap est pensé par et pour les personnes valides. Le validisme s'appuie sur des représentations stéréotypées et manichéennes, notamment dans les médias, où dominent deux figures :

- le « **mendiant** », représentation misérabiliste suscitant la pitié (ex. Téléthon) ;
- le « **héros** », figure exceptionnelle qui dépasse son handicap et inspire les valides.

Ces représentations déshumanisent les personnes concernées et les maintiennent à distance.

## LE VALIDISME DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Dans l'enseignement supérieur, des **freins structurels** limitent **l'accès**, le maintien et la **réussite** des étudiant·es ayant un handicap. Les **choix de filière et d'établissement** sont conditionnés par **l'accessibilité**. Les étudiant·es concerné·es sont **surreprésenté·es en licence, sous-représenté·es en master et quasi absent·es au doctorat**. Ces inégalités s'expliquent par le manque d'accessibilité universelle (au-delà du bâti), l'insuffisante formation des personnels, le manque de moyens et la faible effectivité des aménagements. Une enquête de l'UE montre que 74,39 % des aménagements ont été partiellement ou totalement remis en cause.



# ET DANS LES CROUS ?

Les dispositifs existants se limitent principalement à l'**attribution de 4 points de charge supplémentaires pour les bourses et à une procédure spécifique**, peu connue et **contraignante**, pour l'accès à un logement adapté. Cette politique est **insuffisante et illisible**. Les étudiant·es ayant un handicap doivent être reconnu·es comme des **adultes autonomes, ce qui implique de rompre avec la logique familialisée des aides sociales**.

Concernant le logement, l'accès à un logement adapté est conditionné à des démarches très anticipées ; hors calendrier annuel, aucune garantie n'est apportée.

Le manque d'accessibilité allonge la durée des études et précarise les parcours. Le CROUS doit jouer un rôle central de protection sociale.

## LES REVENDICATIONS DE L'UNION ÉTUDIANTE

- l'attribution immédiate de l'échelon 7 aux étudiant·es ayant un handicap et, à terme, la mise en place d'**un revenu étudiant à 1 288 €** ;
- la **formation** des agent·es du CROUS au validisme, aux micro-agressions et au handicap invisible ;
- la **réforme de l'accès au logement adapté** tout au long de l'année ;
- la mise en conformité RGAA des sites du CROUS ;
- la **priorisation des rendez-vous** et un accompagnement administratif renforcé ;
- la mise en place de **permanences** avec la MDPH pour faciliter les démarches de reconnaissance ;
- la **suppression de la condition de progression dans les études pour le maintien du droit à la bourse** ;
- la **création d'une cellule nationale de veille contre le validisme et le non-respect des droits** au sein des CROUS.

DU 3 AU 5  
FÉVRIER

VOTE

UNION ÉTUDIANTE

CONTRE MACRON & L'EXTRÊME DROITE

**POUR UN REVENU ÉTUDIANT À 1288€, UN LOGEMENT DIGNE ET LE REPAS À 1€ POUR TOUSTES !**

Lien de la plateforme de vote et le reste du programme !

